



CONVENTION D'ADHESION ET DE PARTENARIAT

ENTRE

Le **DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE**, sis Hôtel du Département, 52, av. St Just - 13256 Marseille cedex 20, représenté par sa Présidente, **Madame Martine VASSAL**, en qualité de Présidente du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, agissant en vertu de la délibération n°xx du 14 février 2020,

ci-après désigné par **Le CD13**,

et son **MUSEE DEPARTEMENTAL ARLES ANTIQUE**, sis Avenue 1ere division France libre, presqu'île du cirque romain. BP 205 13635 Arles cedex, représenté par son directeur par intérim, **Monsieur Alain CHARRON**,

ci-après désigné par **le Musée**,

D'une part,

ET

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS), Établissement Public National à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est sis 3, Rue Michel-Ange - 75794 PARIS Cedex 16, n° SIREN 180 089 013, code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur général, **Monsieur Antoine PETIT**, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à **Monsieur Philippe CAVELIER**, Délégué Régional de la Délégation Ile-de-France Meudon (DR05), 1 Place Aristide Briand 92195 Meudon Cedex,

ci-après désigné par **LE CNRS**,

agissant au nom et pour le compte du **GROUPEMENT DE SERVICE (GDS) n° 3378** intitulé **Fédération et Ressources sur l'Antiquité (FRANTIQ)**, hébergé à la **Maison Archéologie & Ethnologie, René-Ginouvès**, et adossé à l'**USR 3225**, sis 21, allée de l'Université - 92023 Nanterre cedex – France, et dirigées par **Madame Isabelle SIDÉRA**.

Ce **GDS** est représenté par sa Directrice, **Madame Véronique HUMBERT**,

ci-après désigné par le **GDS - 3378, FRANTIQ**.

D'autre part,

conjointement désignés par les PARTIES.

PREAMBULE :

Le **GDS - 3378, FRANTIQ** est un réseau documentaire sur l'Archéologie et les Sciences de l'Antiquité dont le but est de faciliter les accès à l'information scientifique et technique dans ce domaine, de fournir des outils spécifiques et de partager des compétences pour la communauté archéologique (chercheurs, enseignants chercheurs, étudiants, éditeurs scientifiques, services archéologiques régionaux, départementaux ou territoriaux).

Le **MUSÉE DÉPARTEMENTAL ARLES ANTIQUE** possède une bibliothèque riche de documents traitant d'archéologie, spécialisée dans l'Antiquité grecque et romaine, mais aussi des périodes de la Protohistoire au Haut-Moyen-Âge.

Les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans la convention (ci-après désignée la « convention »), les termes suivants, employés en lettres majuscules, tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations respectives suivantes :

Données : désigne une partie ou l'ensemble des données, métadonnées, fichiers, bases de données et toutes autres informations mises à disposition par l'une des Parties à l'autre Partie, dans le cadre de la convention, ainsi que leurs mises à jour, le cas échéant.

Fournisseur : désigne la Partie qui met des données à disposition de l'autre Partie ;

Utilisateur : désigne la Partie qui bénéficie des données mises à sa disposition par l'autre Partie.

Logiciel : Désigne un logiciel sous forme de code source et/ou code objet, assorti de sa documentation associée, comprenant d'une façon générale, tous les éléments, y compris de façon non limitative, les supports quels qu'ils soient, programmes, manuscrits, listes et autres documents qu'ils soient sous forme écrite ou toute autre forme lisible par l'homme ou la machine.

Logiciel existant : désigne un Logiciel détenu par une Partie antérieurement au projet ou indépendamment de la réalisation de l'étude, nécessaire à la réalisation du projet.

Logiciel Dérivé : désigne un Logiciel résultant de modifications de Logiciels Existants, réalisées dans le cadre de l'exécution du projet. On distingue deux catégories de Logiciels Dérivés : les Adaptations et les Extensions.

- Adaptation : Logiciel Dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel Existant dont il dérive et / ou réécrit dans un autre langage.
- Extension : Logiciel Dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel Existant dont il dérive.

ARTICLE 2 -OBJET DU CONTRAT

La présente convention d'adhésion et de partenariat a pour objet de définir les modalités et les conditions de réalisation du projet de recherche et dans ce cadre, l'échange de données scientifiques et documentaires dans le cadre du réseau, entre le **GDS - 3378, FRANTIQ** et le **Musée**.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE CHAQUE PARTENAIRE

Il est convenu que le **Musée** fournira des données scientifiques, bibliographiques, normalisées et indexées de ses acquisitions courantes et, si possible, rétrospectives. Il participera à l'enrichissement du Catalogue collectif indexé (CCI) et du thésaurus PACTOLS. En outre, le personnel dédié pratiquera le dépouillement systématique de la littérature éditée par l'institution.

En contrepartie, le **GDS - 3378, FRANTIQ** lui fournira des outils (SIGB, thesaurus, site web) pour valoriser ces données, mettra à sa disposition le logiciel, le système d'indexation, le serveur et dispensera les formations aux outils.

Le **GDS - 3378, FRANTIQ** continuera à se charger de la mise en ligne, des sauvegardes des bases. Il propose des évolutions vers le texte intégral, des développements informatiques et une ouverture vers des réseaux nationaux ou internationaux.

Le **GDS - 3378, FRANTIQ** met à disposition du **Musée** un catalogue collectif, un thesaurus PACTOLS, une liste de diffusion restreinte, un site web collaboratif et d'autres outils à venir selon les évolutions technologiques. Dans la diffusion d'informations sur le site web et pour les résumés dans le Catalogue collectif (CCI), le **Musée** s'engage à respecter les dispositions légales relatives aux droits d'auteurs.

ARTICLE 4 - PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE ANNUELLE DU GDS

Le **Musée** participera à la réunion annuelle avec tous les partenaires du GDS - 3378, FRANTIQ.

ARTICLE 5 - MODALITES DE FINANCEMENT

En contrepartie des engagements pris par le CNRS, dans le cadre de la présente convention, le **Musée/CD 13** versera une somme **d'un montant global et forfaitaire de huit mille cinq cents euros hors taxes (8 500 € HT)** hors taxe soit **dix mille deux cents euros** toutes taxes comprises (**10 200 € TTC**) pour l'adhésion au réseau et la participation à la maintenance du catalogue et des produits, à leur évolution, à de nouveaux développements en lien avec les évolutions des pratiques et des enjeux technologiques, à la formation aux produits et à leurs nouveautés, à la participation aux groupes de travail, **pour cinq ans (5 ans)**.

- Montant HT : 8 500 euros
- TVA 20% : 1 700 euros
- Montant TTC : 10 200 euros

En cas de modification du taux de la TVA, il sera appliqué le taux en vigueur à la date de la facturation.

Le règlement par le **Musée/CD 13** sera effectué par virement bancaire sur le compte suivant, ouvert au nom de l'Agent comptable secondaire du CNRS - Délégation régionale Île- de-France Meudon - 1, Place Aristide Briand- 92195 Meudon Cedex au compte suivant :

TRESOR PUBLIC		RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE			
PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ					
<small>Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)</small>					
Identifiant national de compte bancaire - RIB					
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation	
10071	92000	00001000310	36	TPNANTERRE	
Identifiant international de compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number)					
				BIC (Bank Identifier Code)	
FR76	1007	1920	0000	0010 0031 036	TRPUFRP1
TITULAIRE DU COMPTE :					
C.N.R.S. IDF MEUDON		AGENCE COMPTABLE			

Cette somme sera répartie selon les modalités de l'échéancier suivant :

- Le premier versement de 2 040 € TTC (deux mille quarante Euros) sera effectué dans le courant du 1^{er} trimestre 2020 au titre de l'année 2020,
- le deuxième versement de 2 040 € TTC (deux mille quarante Euros) sera effectué au 1er trimestre 2021,
- le troisième versement de 2 040 € TTC (deux mille quarante Euros) sera effectué au 1er trimestre 2022,
- le quatrième versement de 2 040 € TTC (deux mille quarante Euros) sera effectué au 1er trimestre 2023,
- le cinquième versement de 2 040 € TTC (deux mille quarante Euros) sera effectué au 1er trimestre 2024.

Le CNRS enverra ses factures au **Musée/CD13** en deux (2) exemplaires en précisant la référence de la commande associée à la présente convention, l'objet de la facturation ainsi que la TVA.

Les paiements devront être réalisés dans un délai de Trente (30) jours par le **Musée/CD13** à compter de la date de réception de la facture.

L'emploi par le CNRS de la contribution forfaitaire versée par le **Musée/CD13** n'est pas subordonné à des conditions de délai, ni à fourniture de justificatifs.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1 – Propriété et utilisation des données

La signature de la présente convention ne saurait entraîner une quelconque cession de droit de propriété intellectuelle sur les données du Fournisseur à l'Utilisateur. Elle constitue une concession de droit d'usage des données dans les conditions définies ci-après.

Au titre de la présente convention, le Fournisseur accorde à l'Utilisateur le droit personnel, non cessible, non transmissible et non-exclusif d'utiliser les données mises à disposition dans le cadre de la présente convention, pour satisfaire ses besoins propres et internes. La réutilisation des données à des fins commerciales, est interdite.

L'Utilisateur s'engage à utiliser les données dans la limite de la finalité visée à l'article 2 de la présente convention.

L'utilisateur s'engage à respecter la condition que ces données ne soient pas altérées, que leur sens ne soit pas dénaturé, que la date de leur dernière mise à jour ainsi que leurs sources soient mentionnées (la source «Frantiq»).

L'Utilisateur n'est pas autorisé à adapter ou à modifier de façon substantielle les données transmises. Il est en revanche autorisé, sous réserve de l'accord préalable du Fournisseur, à faire des traitements nécessités par la finalité contractuellement prévue, et notamment à apporter des adaptations ou modifications mineures aux données.

L'Utilisateur s'interdit formellement de céder, en tout ou partie, directement ou indirectement à des tiers les droits patrimoniaux attachés aux données mises à sa disposition, à savoir : les droits d'utilisation, de distribution, d'exploitation, d'adaptation, de représentation, de reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable du fournisseur.

En tout état de cause, toute utilisation des données à des fins autres que celles prévues dans la présente convention et/ou toute nouvelle cession des droits patrimoniaux de ces dernières nécessiteraient l'accord préalable écrit des parties, avec le cas échéant, soit la passation d'un avenant, soit la conclusion d'une convention particulière en cas d'utilisation des données par un tiers.

Ces dispositions ont une portée d'ordre général et demeurent applicables au-delà de la durée d'exécution de la présente convention pour la durée qui est propre à ces dispositions.

6.2 – Propriété des résultats

Les documents réalisés dans le cadre de la recherche restent la propriété de FRANTIQ.

FRANTIQ a droit de publication ou de diffusion des résultats issus du Projet. Toute mention du **Musée** dans la communication des résultats du projet, quel qu'en soit le support, sera soumise à son accord préalable.

Dans le respect de l'Article 6.1 et pendant la durée de la convention et les six mois qui suivent, tout projet de publication devra au préalable être communiqué au **Musée** qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de 2 mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Les Parties pourront utiliser les résultats pour leurs propres besoins internes, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Dans l'hypothèse où des résultats s'avèreraient susceptibles de faire l'objet d'une exploitation industrielle et commerciale, les Parties se rencontreront et conviendront des modalités, notamment économiques, de cette exploitation.

6.3 - Propriété des RESULTATS relevant du droit d'auteur hors LOGICIELS

Si cela est rendu nécessaire en vue de l'exploitation des Résultats issus du Projet, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour obtenir de leurs agents ou de leurs personnels, la cession de leurs droits patrimoniaux sur les Résultats relevant du droit d'auteur hors Logiciels qu'ils auront réalisés.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET SECRET STATISTIQUE

7.1 – Confidentialité

Les Informations Confidentielles sont, au sens de la présente convention, sont toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de la convention et/ou développées ou acquises par elle indépendamment de l'exécution de celui-ci et communiquées ou susceptibles selon les dispositions des deux alinéas ci-dessous.

Chaque Partie transmet à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à l'exécution de la convention, sous réserve du droit des tiers.

Aucune stipulation de la convention ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à

divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution de la convention.

La Partie qui reçoit une Information Confidentielle de l'autre Partie s'engage, pendant la durée de la convention et les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou le terme de la convention, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles ;
- ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ou sous-traitants, eux-mêmes soumis à confidentialité contractuellement ou statutairement ayant à les connaître et ne soient utilisées que pour les finalités définies dans la convention.

Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de la convention restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande.

La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion de la convention ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie dont elles émanent
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles.

Aucune disposition de la convention n'implique :

- une cession ou concession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit de l'autre Partie.

De manière générale, chacune des Parties s'engage à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de ses préposés, ainsi que par toutes personnes associées au projet, objet de la présente convention.

Chaque Partie est tenue à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions de l'autre Partie, dont il aura connaissance avant ou au cours de l'exécution de la présente convention. Chaque Partie s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise des documents à des tiers sans l'accord préalable de l'autre Partie.

Les données visées dans la présente convention, qu'elles soient ou non à caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal. L'utilisateur des données s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

L'utilisateur s'engage notamment à respecter les engagements suivants :

- il ne doit pas utiliser les données confiées par le Fournisseur à des fins autres que celles spécifiées à la convention,
- il ne doit pas communiquer ces données à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître,
- il doit prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la présente convention,
- il doit prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle et logicielle, pour assurer la conservation des données transmises tout au long de la convention.

Ces dispositions ont une portée d'ordre général, applicables pendant la durée d'exécution de la convention et les cinq (5) qui suivent la résiliation ou le terme de la présente convention.

7.2 – Protection des données à caractère personnel et secret statistique

Concernant la protection des données à caractère personnel, le fournisseur est responsable de ses données et s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et, notamment, à effectuer les formalités déclaratives ou modificatives au regard de ladite loi. Chaque déclaration ou modification doit être communiquée à l'utilisateur s'il en fait la demande.

Les données transmises dans le cadre de la présente convention sont par ailleurs soumises aux dispositions de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, modifiée par la loi n° 86-1305 du 23 décembre 1986.

La Directrice du GDS étant responsable de l'information délivrée par le serveur du GDS, celle-ci se réserve le droit d'empêcher, de supprimer toute donnée et/ou information diffusée sur le site web du GDS qui contreviendrait : aux dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle, et/ou à la Loi n°2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet, et/ou la loi n°2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004, et /ou la loi n°82- 652 sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982 modifiée, et /ou la loi n°78- 17 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004 , et /ou la loi sur la liberté de la Presse du 29 juillet 1881 modifiée.

Le **Musée** s'engage à prendre connaissance de la Charte pour l'usage de ressources informatiques et de services internet, jointe en Annexe 2 au présent contrat et s'engage par la présente à respecter cette dernière.

ARTICLE 8 – STATUT DU PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, du personnel de l'une des Parties, restant rémunéré par son employeur, peut être amené à travailler dans les locaux de l'autre Partie. Le personnel doit alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil et aux instructions techniques concernant les matériels.

Chaque Partie continue toutefois d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les

obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournit toute indication utile à l'employeur.

Le CNRS assure la couverture de ses personnels respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Les travaux de recherche s'exercent par les moyens propres du CNRS dans un cadre défini à l'article 2 de la présente convention. En cas de modification de ce cadre, un avenant devra être conclu entre les Parties.

Le CNRS s'interdit de faire réaliser, même une partie des prestations objet de la présente convention, par des prestataires privés, extérieurs au CNRS.

ARTICLE 9 - ASSURANCE – RESPONSABILITE

Les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition de l'autre Partie ou financés par cette Partie dans le cadre d'un accord spécifique, restent la propriété de celle-ci.

Chaque Partie est responsable des dommages qu'elle cause à l'occasion de l'exécution de la présente convention aux biens d'une autre Partie.

Les Parties assurent chacune la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués dans le cadre de la présente convention.

Il est expressément stipulé que la responsabilité du CNRS est limitée aux dommages directs résultant de l'inexécution de la présente convention, à l'exclusion de tous dommages indirects, tels que notamment les pertes de profits, de production, d'exploitation, etc.

Les Parties doivent souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires à la garantie des dommages éventuels aux biens et aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention, étant entendu que la règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux organismes publics de recherche. En conséquence, ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages dont ils seraient susceptibles d'être déclarés responsables suivant les règles fixées au présent article.

ARTICLE 10 – REUNIONS - RAPPORTS

Des réunions de travail entre le **GDS - 3378, FRANTIQ et le Musée** seront fixées en fonction des besoins, afin d'assurer le bon fonctionnement du réseau et des programmes du **GDS**. **La Fédération FRANTIQ** réalise chaque année des bilans – rapports d'activités et des comptes rendus de réunion.

ARTICLE 11 - DUREE ET DATE D'EFFET DE LA VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée **de cinq (5) ans** à compter du 1^{er} janvier 2020 et sera renouvelable à la fin de cette période par voie d'avenant.

ARTICLE 12 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des PARTIES en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses divers articles précédents. **Cette résiliation ne devient effective que trois (3) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé réception exposant les motifs de la plainte**, à moins que dans ce délai, la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la PARTIE plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

ARTICLE 13 – LOI APPLICABLE, LITIGES

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les **PARTIES** s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les tribunaux français compétents seront saisis.

Fait à Arles, le 2020

En deux (2) exemplaires originaux,

Pour le Département des Bouches-du-Rhône,

La Présidente

Martine VASSAL

Pour le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)

Le Délégué Régional Ile-de-France Meudon

M. Philippe CAVELIER